

DÉCRET, du 27 avril 1892, portant règlement pour l'exploitation des carrières du département des *Landes*; I, 213.

— 27 avril 1892. *Idem*, département de la *Loire*; I, 214.

— 27 avril 1892. *Idem*, département de *Lot-et-Garonne*; I, 214.

— 27 avril 1892. *Idem*, département de la *Lozère*; I, 214.

— 27 avril 1892. *Idem*, département des *Basses-Pyrénées*; I, 215.

— 27 avril 1892. *Idem*, département des *Hautes-Pyrénées*; I, 215.

— 27 avril 1892. *Idem*, département des *Pyrénées-Orientales*; I, 216.

— 27 avril 1892. *Idem*, département de la *Savoie*; I, 216.

— 27 avril 1892. *Idem*, département de la *Haute-Savoie*; I, 216.

— 27 avril 1892. *Idem*, département des *Deux-Sèvres*; I, 217.

— 27 avril 1892. *Idem*, département du *Var*; I, 217.

— 27 avril 1892. *Idem*, département de *Vaucluse*; I, 217.

— 27 avril 1892. *Idem*, département de la *Haute-Vienne*; I, 218.

— 18 mai 1892. *Idem*, département de l'*Allier*; I, 229.

— 18 mai 1892. *Idem*, département du *Cantal*; I, 229.

DÉCRET, du 18 mai 1892, portant règlement pour l'exploitation des carrières du département de la *Haute-Loire*; I, 230.

— 18 mai 1892. *Idem*, département de la *Nièvre*; I, 230.

— 18 mai 1892. *Idem*, département du *Puy-de-Dôme*; I, 230.

— 18 mai 1892. *Idem*, département du *Rhône*; I, 231.

— 2 février 1893, modifiant le décret du 3 avril 1889 relatif à la réglementation des carrières du département de *Loir-et-Cher*; II, 44.

— 2 février 1893. *Idem*, département de la *Vienne*; II, 45.

— 2 février 1893, portant règlement pour l'exploitation des carrières du département de la *Vendée*; II, 45.

— 5 juin 1893, rejetant la demande de la Société Augé et C^{ie} en concession des mines d'aluminium (*) dans les communes de *Vins* et autres (*Var*); IV, 311.

— 12 octobre 1893, portant règlement pour l'exploitation des phosphates de chaux en Algérie; IV, 432 et 442.

— 26 janvier 1896, portant règlement pour l'exploitation des carrières du département de *Maine-et-Loire*; V, 42.

— 7 mai 1896, modifiant le décret du 27 avril 1892 relatif à la réglementation des carrières du département des *Hautes-Pyrénées*; V, 345.

(*) Substance rentrant dans la catégorie des carrières.

DÉCRET, du 22 septembre 1897, modifiant le décret du 10 février 1892 relatif à la réglementation des carrières du département de l'*Ille-et-Vilaine*; VI, 411.

— 24 décembre 1897, modifiant le décret du 8 février 1892. *Idem*, département du *Finistère*; VI, 507.

— 24 décembre 1897, modifiant le décret du 26 mai 1891. *Idem*, département de la *Loire-Inférieure*; VI, 508.

DÉCRET, du 24 décembre 1897, modifiant le décret du 10 février 1892 relatif à la réglementation des carrières du département du *Morbihan*; VI, 508.

— 25 mars 1898, réglementant de nouveau l'exploitation des phosphates de chaux en Algérie; VII, 105.

ARRÊTÉ du Gouverneur général de l'Algérie, du 16 mai 1898, réglementant, par application du décret précédent, les autorisations de recherches de phosphates de chaux; VII, 353.

Tourbières.

DÉCRET, du 8 avril 1893, portant règlement général pour l'exploitation des tourbières du département de la *Somme*; II, 193.

ditions du tourbage dans le département de la *Somme*; II, 290.

ARRÊTÉ préfectoral, du 20 mai 1893, réglementant les con-

DÉCRET, du 14 août 1896, modifiant l'article 23 du décret précité du 8 avril 1893; V, 441.

DEUXIÈME SECTION

APPAREILS ET RÉCIPIENTS A VAPEUR ET A GAZ

APPAREILS ET BATEAUX A VAPEUR

Loi, du 21 juillet 1836, concernant les contraventions aux règlements sur les appareils à vapeur; IX, 145.

ARRÊTÉ ministériel, du 23 avril 1892, instituant à *Moulins*, pour le département de l'*Allier*, une commission de surveillance de

bateaux à vapeur (navigation fluviale); I, 205.

ARRÊTÉ ministériel, du 3 mai 1892, admettant l'Association des propriétaires d'appareils à vapeur du Sud-Ouest à bénéficier pour le département du Tarn des dispositions de l'article 3 du décret du 30 avril 1880; I, 229.

14 mai 1892. *Idem.* Association du Sud-Ouest; département de la Haute-Vienne; I, 229.

Loi de finances, du 18 juillet 1892. Extrait (articles 6 et 7) relatif à la création des droits d'épreuve des appareils à vapeur I, 299.

ARRÊTÉ ministériel, du 1^{er} août 1892, admettant l'Association des propriétaires d'appareils à vapeur de l'Ouest à bénéficier, pour le département d'Indre-et-Loire, des dispositions de l'article 3 du décret du 30 avril 1880; I, 279.

— 29 octobre 1892. *Idem.* Association lyonnaise; département de l'Aveyron; I, 318.

DÉCRET, du 1^{er} février 1893, réglementant les appareils à vapeur placés à bord des bateaux qui naviguent dans les eaux maritimes; II, 21.

ARRÊTÉ ministériel, du 2 février 1893, relatif aux brevets des mécaniciens des bateaux à vapeur naviguant dans les eaux maritimes et aux examens pour l'obtention de ces brevets; II, 36.

— 6 mars 1893, admettant l'Association des propriétaires d'appareils à vapeur de l'Ouest à bénéficier pour le département de la Vienne des dispositions de l'article 3 du décret du 30 avril 1880; III, 271.

ARRÊTÉ ministériel, du 6 avril 1893, instituant à Calais et à Boulogne (Pas-de-Calais) une commission de surveillance de bateaux à vapeur (navigation maritime); II, 193.

— 20 avril 1893. *Idem.* à Dunkerque (Nord); (navigation maritime); II, 204.

— 5 mai 1893. *Idem.* à Dieppe (Seine-Inférieure); (navigation maritime); II, 265.

— 5 mai 1893. *Idem.* à Rouen (Seine-Inférieure); (navigation maritime); II, 265.

— 5 mai 1893. *Idem.* à Saint-Valéry-sur-Somme (Somme) (navigation maritime); II, 265.

— 9 mai 1893. *Idem.* à Port-Vendres (Pyrénées-Orientales); (navigation maritime); II, 266.

— 23 mai 1893. *Idem.* à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine); (navigation maritime); II, 311.

— 1^{er} juin 1893. *Idem.* à Honfleur, à Trouville, à Caen, à Courseulles, à Port-en-Bessin et à Isigny (Calvados); (navigation maritime); II, 358.

— 2 juin 1893. *Idem.* à Périgueux, pour le département de la Dordogne (navigation fluviale); II, 358.

— 3 juin 1893. *Idem.* aux Sables d'Olonne (Vendée); (navigation maritime); II, 360.

— 8 juin 1893. *Idem.* à Ajaccio à Bastia, à Calvi, à l'Île-Rousse et à Propriano (Corse); (navigation maritime); II, 364.

— 8 juin 1893. *Idem.* à Nemours,

à Oran et à Mostaganem (département d'Oran); (navigation maritime); II, 364.

ARRÊTÉ ministériel, du 9 juin 1893, instituant à Nantes (Loire-Inférieure); une commission de surveillance de bateaux à vapeur (navigation maritime); II, 365.

— 9 juin 1893. *Idem.* à Saint-Nazaire (Loire-Inférieure); (navigation maritime); II, 365.

— 15 juin 1893. *Idem.* à Pont-Audemer (Eure); (navigation maritime); II, 373.

— 15 juin 1893. *Idem.* au Havre, à Fécamp et à Saint-Valéry-en-Caux (Seine-Inférieure); II, 373.

— 21 juin 1893. *Idem.* à Aigues-Mortes (Gard); (navigation maritime); II, 380.

— 21 juin 1893. *Idem.* à Alger (Algérie); (navigation maritime); II, 380.

— 21 juin 1893. *Idem.* à Bône, à Philippeville et à Bougie (département de Constantine); (navigation maritime); II, 381.

— 22 juin 1893. *Idem.* à Cette (Hérault); (navigation maritime); II, 381.

— 24 juin 1893. *Idem.* à Toulon (Var); (navigation maritime); II, 383.

— 27 juin 1893. *Idem.* à La Nouvelle (Aude); (navigation maritime); II, 383.

— 27 juin 1893. *Idem.* à Marans (Charente-Inférieure); (navigation maritime); II, 384.

ARRÊTÉ ministériel, du 7 juillet 1893, instituant à La Rochelle, à Rochefort, à Marennes, au Château-d'Oléron et à Royan (Charente-Inférieure); une commission de surveillance de bateaux à vapeur (navigation maritime); II, 406.

— 17 juillet 1893. instituant, à Nice et à Cannes (Alpes-Maritimes); (navigation maritime); II, 412.

— 26 juillet 1893. *Idem.* à Saint-Brieuc, à Paimpol et à Lannion (Côtes-du-Nord); (navigation maritime); II, 413.

— 11 août 1893. *Idem.* à Vannes, au Palais et à Lorient (Morbihan); (navigation maritime); II, 458.

— 12 août 1893. *Idem.* à Morlaix, à Brest, à Châteaulin, à Douarnenez, à Quimper et à Concarneau (Finistère); (navigation maritime); II, 458.

— 16 août 1893. *Idem.* à Marseille et à Arles (Bouches-du-Rhône); (navigation maritime); II, 468.

— 16 août 1893. *Idem.* à Bayonne et à Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées); (navigation maritime); II, 468.

— 25 août 1893, admettant l'Association des propriétaires d'appareils à vapeur du nord de la France à bénéficier, pour le département de l'Aisne, des dispositions de l'article 3 du décret du 30 avril 1880; II, 470.

— 25 août 1893, instituant à Bordeaux, à Arcachon, à Libourne, et à Pauillac (Gironde), une commission de surveillance de bateaux à vapeur (navigation maritime); II, 472.

ARRÊTÉ ministériel, du 23 novembre 1893, modifiant les articles 3 des arrêtés des 5 mai et 15 juin 1893 relativement à l'étendue des ressorts respectifs des commissions de surveillance de bateaux à vapeur de Rouen (Seine-Inférieure) et de Pont-Audemer (Eure); (navigation maritime); II, 540.

DÉCISION ministérielle, du 26 décembre 1893, supprimant la commission de surveillance de bateaux à vapeur instituée à Rodez (Aveyron); (navigation fluviale); II, 568.

ARRÊTÉ ministériel, du 15 janvier 1894, admettant l'Association des propriétaires d'appareils à vapeur du Sud-Ouest à bénéficiaire, pour le département des Basses-Pyrénées, des dispositions de l'article 3 du décret du 30 avril 1880; III, 15.

— 18 janvier 1894, instituant à Cherbourg et à Granville (Manche) une commission de surveillance de bateaux à vapeur (navigation maritime); III, 17.

— 30 avril 1894. *Idem*, à Troyes, pour le département de l'Aube (navigation fluviale); III, 285.

— 11 mai 1894. *Idem*, à Bourges, pour le département du Cher (navigation fluviale); III, 303.

— 9 février 1895, modifiant l'arrêté du 2 février 1893, relatif aux brevets des mécaniciens de la marine marchande (dispense d'examen pour l'obtention du brevet de 2^e classe, en faveur des premiers maîtres et maîtres mécaniciens vétérans de la marine de l'Etat); IV, 39.

DÉCRET, du 24 juillet 1895, reconnaissant l'Association des propriétaires d'appareils à vapeur des départements de la Somme, de l'Aisne et de l'Oise, comme établissement d'utilité publique; IV, 330.

ARRÊTÉ ministériel, du 26 juillet 1895, instituant à Roanne, pour le département de la Loire, une commission de surveillance de bateaux à vapeur (navigation fluviale); IV, 338.

— 30 novembre 1895, modifiant l'article 3 des arrêtés du 9 juin 1893, relativement à l'étendue des ressorts respectifs des commissions de surveillance de bateaux à vapeur de Nantes et de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure); (navigation maritime); IV, 489.

— 24 janvier 1896, instituant à Fontenay-le-Comte, pour le département de la Vendée, une commission de surveillance de bateaux à vapeur (navigation fluviale); V, 42.

— 15 juillet 1896, modifiant l'arrêté du 2 février 1893, relatif aux brevets des mécaniciens de la marine marchande (remplacement du brevet de service divisé en deux classes, par un brevet de service unique maintenant le titulaire dans les droits qu'il tenait antérieurement de son certificat de capacité); V, 407.

— 1^{er} juin 1897, instituant à Auxerre, pour le département de l'Yonne, une commission de surveillance de bateaux à vapeur (navigation fluviale); VI, 333.

— 16 août 1897. *Idem*, à Nantua (Ain); (navigation fluviale); VI, 377.

ARRÊTÉ ministériel, du 6 novembre 1897, modifiant l'article 7 de l'arrêté du 2 février 1893, relatif aux brevets des mécaniciens de la marine marchande (adjonction du port de Toulon au nombre des centres d'examen); VI, 439.

— 7 octobre 1898, modifiant l'article 5 de l'arrêté du 2 février 1893 relatif aux brevets des mécaniciens de la marine marchande (dispositions concernant les élèves brevetés des écoles des arts et métiers, de l'école nationale pratique d'ouvriers et contremaîtres de Cluny et de l'école nationale d'apprentissage de Dellys); VII, 469.

— 2 décembre 1898, complétant la composition des commissions de surveillance de bateaux à vapeur (adjonction des commissaires de l'inscription maritime des ports compris dans le ressort de ces commissions); VII, 541 et 543.

— 2 décembre 1898, modifiant l'article 3 de l'arrêté du 26 juillet 1893, institutif de la commission de surveillance de bateaux à vapeur de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) (modification de l'étendue du ressort de cette commission); VII, 541 et 544.

— 2 décembre 1898. *Idem*, de l'arrêté du 23 mai 1893 (Commission de surveillance de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine)); VII, 541 et 545.

ARRÊTÉ ministériel, du 10 février 1899 modifiant les articles 11 et 12 de l'arrêté du 2 février 1893 relatif aux brevets des mécaniciens de la marine marchande (coefficients d'appréciation des examens et minimum de points pour le brevet de 2^e classe); VIII, 50.

Loi, du 18 avril 1900, modifiant et complétant la loi du 21 juillet 1856, en ce qui concerne les contraventions aux règlements sur les appareils à pression de vapeur ou de gaz et sur les bateaux à bord desquels il en est fait usage; IX, 144.

ARRÊTÉ ministériel, du 11 juillet 1900, instituant à Redon (Ille-et-Vilaine), une commission de surveillance de bateaux à vapeur (navigation maritime); IX, 233.

— 23 janvier 1901. *Idem*, à Quimperlé (Finistère); (navigation maritime); X, 17.

— 13 août 1901, admettant l'Association des propriétaires d'appareils à vapeur de l'Ouest, à bénéficiaire, pour le département de la Charente-Inférieure, des dispositions de l'article 3 du décret du 30 avril 1880; X, 298.

— 13 août 1901. *Idem*; *Idem*, pour le département de l'Indre; X, 300.

DÉCRET, du 12 septembre 1901, assujettissant à la perception de taxes, les épreuves réglementaires des appareils à vapeur affectuées en Algérie; X, 335.

GAZ COMPRIMÉS OU LIQUÉFIÉS

Loi de finances, du 13 avril 1898. Extrait (article 9) relatif aux taxes

à percevoir sur les épreuves et vérifications des récipients de